

Contribution du syndicat mixte Niverlan à la consultation publique relative à la montée en débit et portant sur la mise en œuvre de l'accès à la sous-boucle.

La montée en débit en pente douce

La montée en débit est un souhait exprimé par les populations situées dans des foyers peu ou mal desservis en haut débit et qui ont des besoins en services numériques dans des conditions économiques comparables aux services des zones urbaines très denses. Il est important de souligner l'impact négatif de l'évolution de cette fracture numérique persistante dans des bourgs et des zones urbaines depuis le siècle dernier.

Les conditions techniques et économiques d'accès aux services haut débit en mode radio, WiMax activés par les collectivités ou 3G déployés par les 3 opérateurs privés, ne permettent pas d'apporter des réponses suffisantes sur ces territoires.

Permettre d'agir directement au niveau d'un sous répartiteur situé au cœur d'un quartier ou d'un village est un des multiples moyens d'assurer une montée en haut débit immédiate tout en dotant dès maintenant les territoires de structures à très haut débit.

C'est permettre d'accompagner la montée des usages, notamment avec le développement de capacités d'accès et d'usages des terminaux interactifs actuels et futurs dont les capacités ne peuvent être exploitées faute de très haut débit.

La montée en débit doit être un facteur de croissance pour les usagers comme pour les opérateurs.

Pour cela, les services requérant une montée en débit doivent être disponibles pour le plus grand nombre d'utilisateurs sur les territoires les plus étendus comme c'est le cas du marché de la téléphonie mobile.

Une démobilitation des opérateurs qui mobilise les collectivités

La faible appétence des opérateurs historiques et majeurs, révèle une carence du marché de services de communications électroniques sur des offres de services industrialisées. La demande d'action à la sous-boucle, portée par les collectivités locales et boudée par ces opérateurs, doit être une opportunité pour permettre à des opérateurs alternatifs d'agir sur le marché des offres de services Internet haut débit.

Ce sont les collectivités locales, accompagnées par des opérateurs d'opérateurs, qui ont choisi de consentir des investissements importants dans la construction de réseaux neutres et ouverts d'initiatives publiques pour assurer un accès au haut débit sur leurs territoires.

Ces réseaux à très haut débit, par leurs interventions sur les équipements historiques de télécommunications situés dans les répartiteurs permettent, au-delà de doter les territoires d'un patrimoine numérique neutre et évolutif, d'étendre et d'accroître les performances des services Internet par les lignes téléphoniques.

Pouvoir agir indifféremment sur les points d'interconnexion que sont les répartiteurs ou les sous répartiteurs, voir au-delà dans les années à venir, indifféremment et sans règles arbitraires d'éligibilité, est une nécessité actuelle qui repose sur une logique structurelle et temporelle.

Le lifting d'une sous-boucle locale vieillissante

Si les déploiements des réseaux de type FTTH s'étaleront sur plusieurs années, il demeure que le déploiement d'un réseau de collecte au plus près de tous les bassins de vies est une nécessité à court terme. Cette approche permet de pondérer le poids économique d'une artère optique de collecte et de desserte par le trafic supporté à court puis moyen termes. Dans le cas des territoires ruraux, la possibilité de raccorder un sous-répartiteur contribue à la montée en débit mais également à la structuration du territoire dès lors que les capacités du câble soient mobilisables sur le tracé, neutres et ouvertes aux évolutions des services et des différents équipements actifs des opérateurs.

L'architecture et la planification du déploiement d'un réseau optique sur un territoire peut conduire à générer des grappes de type FTTH et à raccorder via la sous-boucle une grappe cuivre pour limiter les écarts de niveaux de services haut débit. Cette situation est, pour des raisons essentiellement économiques d'étalement des investissements et des travaux, une étape probablement incontournable dans les zones urbaines hétérogènes étendues mêlant habitats denses et individuels.

Les modalités d'interventions à la sous-boucle

La solution NRAZO de France Télécom est une intervention entièrement maîtrisée par l'opérateur historique avec des règles de déploiement paradoxalement opposées à la logique économique des opérateurs qui ne souhaitent pas investir en zone très peu dense. Le déploiement de NRAZO, construit sur les finances publiques depuis deux ans, renforce comme l'indique le rapport, la position dominante de l'opérateur historique et n'assure pas une réponse homogène au besoin d'évolution cohérente et pérenne de l'aménagement numérique des territoires.

La création de NRAHD sur fonds propres, à la seule initiative de l'opérateur historique, dans des zones résidentielles de chalandises attractives mais faiblement éligibles en ADSL et hors zones NRAZO, démontre l'aisance et la rentabilité de ce mode d'intervention sur la sous boucle locale.

La solution de déport des signaux, si elle optimise les investissements des opérateurs dans les répartiteurs, elle ne garantit pas le recours à cette technique pour les sous-répartiteurs situés en dehors des zones denses. Le cumul des coûts d'accès aux équipements actifs intermédiaires, d'accès à la liaison optique et des frais d'accès à la sous boucle locale, la rend peu attractive pour les opérateurs présents au répartiteur. Ce mode d'extension de la portée du signal risque de ne s'appliquer prioritairement qu'à un nombre limité de répartiteurs dégroupés présentant une marge supplémentaire de croissance dans la commercialisation des services multiplay pour les opérateurs présents sur le site.

La bi-injection est une première étape vers l'injection de signaux DSL depuis un sous-répartiteur, point d'interconnexion du réseau de l'opérateur historique. Cette solution présente un intérêt structurant si elle est raccordée par un lien optique de raccordement neutre, ouvert et mobilisable par d'autres technologies. De plus, l'installation d'équipements actifs mutualisés à proximité d'un sous-répartiteur peut renforcer la diversité d'offres par des opérateurs alternatifs sur des lignes activées. Cette solution, dès que les modalités techniques et opérationnelles en seront définies, pourrait être déployée dès l'année 2010.

Une panoplie de solutions techniques sur un réseau d'hier pour un aménagement numérique de demain

Le faible écart entre des coûts de déploiement FTTH actuellement constatés pour des raccordements tout optique en logements collectifs et pour un raccordement haut débit sur cuivre doit conduire à nuancer l'approche faite sur les trois modèles d'interventions présentés dans ce rapport. Les intérêts des opérateurs semblent éloignés des objectifs des collectivités locales qui portent majoritairement les investissements nécessaires à l'aménagement numériques des territoires en dehors des zones noires du très haut débit.

Les collectivités locales, qui supportent désormais une part de plus en plus décisive dans l'aménagement numérique des territoires, doivent disposer de différentes modalités d'interventions sur le patrimoine numérique de leurs territoires. Pouvoir agir comme un opérateur avisé d'infrastructures de communications électroniques neutres et ouvertes est une nécessité en regard des conditions dans lesquels les projets et les travaux de déploiement d'infrastructures passives de communications électroniques restent toujours établis sur des critères recommandés par l'opérateur historique qui les annexe à son réseau.

Le rapport aborde les questions de mutualisation des équipements, de partages des conduites, d'espaces d'hébergement mutualisés, hors toutes ces questions maintes fois abordées dans les étapes précédentes de l'ouverture du marché des télécommunications n'ont pas permis de mobiliser correctement le patrimoine existant. Le dimensionnement et le déploiement d'infrastructures passives et actives, neutres et ouvertes, définies et maîtrisées par les collectivités prêtent à assumer l'aménagement numérique de leurs territoires, doivent garantir une alternative aux règles du marché des communications électroniques.